

**FICHE 17**  
**PREMIERES ASSISES DE LA FORESTERIE COMMUNALE**  
**DU 7 ET 8 JUIN 2006 A YAOUNDE**

**Contexte et justification :**

Les premières assises de la foresterie communale organisées par Mairie conseils ont constitué un cadre d'échanges, de concertation, de partenariat, de réflexion et d'action sur le rôle des collectivités dans la gestion durable des forêts et de la faune au Cameroun. Elles ont également offert l'opportunité aux collectivités engagées dans les procédures d'obtention de forêts communales,

**OBJECTIFS**

- d'avoir une meilleure lisibilité et une meilleure traçabilité des dossiers,
- de mobiliser les outils techniques et financiers pour la mise en place de leur plan d'aménagement forestier, de créer et protéger des forêts communales,
- de valoriser localement les ressources forestières pour créer de la valeur ajoutée sur leur territoire,
- de nouer enfin des partenariats divers afin de conduire au niveau le plus pertinent des stratégies locales de gestion durable des forêts et de la faune.
- De nouer des accords avec la coopération allemande et la coopération française pour développer la foresterie communale



Le Directeur de Mairie Conseils Cameroun avec Le Directeur de Mairie Conseils en conclave  
Le Président de l'ACFCAM, M. ABONO Paulin avec les maires de l'Est pendant les assises

**Thèmes abordés lors de ces assises :**

**FORÊT COMMUNALE ET DÉCENTRALISATION.**

Dans le cadre d'échanges francs et objectifs, il s'est agi de faire un état des lieux sur les impacts de la décentralisation en matière de gestion forestière, en dégageant forces et faiblesses, menaces et opportunités pour les collectivités locales.

L'objectif principal était de favoriser la mise en place d'un cadre permanent de concertation et de suivi entre les administrations locales et nationales concernées par la mise en application effective des options du gouvernement en matière de décentralisation forestière.

- ✓ Loi forestière de janvier 1994, et ses textes d'application d'août 1995 à nos jours. Expérience pilote en Afrique, quels sont les points-clés relatifs aux forêts communales, les procédures de mise en œuvre de cette loi, les contraintes et perspectives ?  
Par la Direction des Forêts
- ✓ Loi de décentralisation de juillet 2004. Nouvelles responsabilités des collectivités locales en matière d'aménagement du territoire et d'environnement.  
Par la Direction des collectivités locales
- ✓ Loi foncière et foresterie communale. Les coûts parfois prohibitifs de transfert des domaines de l'Etat aux collectivités peuvent parfois limiter l'accès celles-ci à la propriété forestière. Les nouvelles dispositions sont elles favorables ? Quel en est le mode d'emploi pour les collectivités ?
- ✓ Cadres juridiques français et européens de la foresterie communale. Par la Fédération nationale des communes forestières

Impacts socio-économiques de la gestion décentralisée des ressources forestières au Cameroun.

- ✓ Expérience en cours de la commune de Gari Gombo ; types de contraintes auxquelles les communes font face, possibilités d'appuis de la SNV.
- ✓ Foresterie communale et certification forestière.
- ✓ Place de l'élu dans la gestion forestière.
- ✓ Table ronde 1 : Forêt communale et élaboration du plan d'aménagement forestier
- ✓ Table ronde 2 : Investir, commercialiser, certifier et régénérer ; quels outils juridiques, techniques et financiers ?
- ✓ L'Atlas forestier interactif du Cameroun : accès et diffusion d'information à l'échelle d'une commune.
- ✓ Revenus forestiers, gouvernance participative et réduction de la pauvreté : les nouvelles frontières du compromis.

#### **FORÊT COMMUNALE ET PARTENARIATS PUBLIC/PRIVÉ.**

Quels partenariats pour une gestion durable des forêts, une sécurisation de la fiscalité forestière, une lutte contre la corruption et les pratiques illégales.

S'il y a un point essentiel qui a préoccupé la plupart des élus locaux de communes forestières, c'est celui de l'absence d'un cadre de partenariat au niveau local et national entre tous les acteurs impliqués dans l'aménagement, l'exploitation et la valorisation des forêts permanentes de leur territoire. Dans le cadre des nouvelles responsabilités consacrées par les lois sur la décentralisation, il s'avère important de promouvoir l'émergence de divers partenariats pour renforcer la bonne gouvernance, mais également mobiliser des outils et partenaires divers pour appuyer les stratégies de développement local engagées par les collectivités et le Gouvernement autour de leurs forêts.

Ces Assises veulent contribuer à créer et à renforcer cette dynamique.

- ✓ Le PSFE, « Programme sectoriel Forêt/Environnement ».
- ✓ Les missions de l'ANAFOR et la foresterie communale.
- ✓ Mécanismes de péréquation ; financement des plans d'aménagement.
- ✓ Propositions de partenariat en matière de formation.
- ✓ Activités du projet RIGC, « Renforcement des initiatives pour la gestion communautaire des ressources forestières et fauniques ».

Partenariat Bailleurs de fonds/Collectivités locales.

- ✓ Outils financiers mis en place par la communauté des bailleurs pour le PSFE : « Fonds commun » et « Appui budgétaire ciblé ».
- ✓ Mécanismes de financement pour l'environnement mondial (FFEM, MDP).

Partenariat Opérateurs privés/Collectivités locales.

- ✓ Participation d'un opérateur privé au développement de la foresterie communale. 11h 20 Partenariat Collectivités locales/Société civile.
- ✓ Quels partenariats développer ou consolider avec les de la société civile acteurs dans le cadre de la foresterie communale.
- ✓ Partenariats pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo. Exemple du WWF-Cameroun.
- ✓ Fiscalité et redevances forestières ; Outils de développement et de bonne gouvernance (MINATD, MINEFI, MINFOF, CIFOR, FEICOM, CED, ONGs, Mairies).
- ✓ Maîtrise d'ouvrage de projets forestiers ; Création, gestion de forêts communales et stratégies locales de valorisation des ressources non ligneuses (MINFOF, ANAFOR, ONF-INTERNATIONAL, UICN, WWF, FAO).

Présentation d'un PROJET DE COOPÉRATION entre communes forestières du Cameroun et de France .

